

À défaut de l'idéal, prendre la moins pire des solutions

Tribune - Edito - Ndimby A - 08/08/12

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a donc publié un calendrier électoral qui semble avoir reçu l'assentiment à la fois du pouvoir et de l'opposition. Les seuls qui font la fine bouche sont ceux du [Groupe des experts nationaux](#), qui persistent à penser qu'il est possible de faire des élections législatives en 2012. Ce groupe est composé de personnalités tout à fait respectables et dont la compétence est reconnue dans le domaine, mais je ne suis pas d'accord avec eux sur un point fondamental : contrairement à tous ceux qui pensent qu'il faut d'abord procéder aux législatives, je suis convaincu que la seule voie de sortie de crise passe par les élections présidentielles.

Comme il a été écrit dans ces colonnes à de multiples reprises, la crise se fonde sur un problème entre deux hommes, le Président Ravalomanana et Monsieur Rajoelina. Tout ce qui a été fait depuis n'a été que des *placebo* qui « *ne se sont pas attachés à résoudre le vrai problème, et ont donc choisi de s'attaquer à des questions secondaires qui n'ont eu logiquement que peu d'impact sur la sortie de crise : changer de Constitution ; créer un Parlement de transition dont l'effectif pléthorique n'a eu aucune conséquence sur la réconciliation ; monter un gouvernement d'union nationale, alors que le centre de gravité décisionnel reste toujours à Ambohitsorohitra (...). On se retrouve un peu comme devant une personne gravement malade, mais dont les soins se révèlent inefficaces à cause d'erreurs de diagnostic* » ([Balle au centre](#)). Et donc d'erreurs de soins, si ce n'est comme diraient les mauvaises langues, de médecins.

Il faut donc que les urnes s'expriment au sujet de la tête de l'État, au lieu de perdre du temps dans des élections qui ne représentent également que des enjeux secondaires : ce ne sont ni les législatives, ni les communales, ni les élections de *fokontany* qui permettront de déboucher sur une fin de crise. Je salue donc la décision de la CENI de prioriser les présidentielles, tout en lui rappelant qu'il faudra éviter la tendance à la médiocrité et au bon marché vulgarisés par les hâtifs depuis trois ans et demi : attention donc à [l'électionnisme mora](#), qui risque de déboucher sur des élections sans qualité, comme cet infâme référendum constitutionnel de 2010, qualifié par le très respectable CNOE de pire élection qu'il ait eue à observer.

Certains esprits tordus voudraient mettre en avant une solution bancal, et voir Rajoelina candidat tandis que Ravalomanana ne serait pas autorisé à se présenter. Le verdict concernant l'affaire du 7 février ne restera qu'un prétexte fallacieux pour éliminer Ravalomanana, tant que ne seront pas appelés à la barre les instigateurs et les manipulateurs de cette marche idiote vers une zone rouge. Par conséquent, si la défense de l'ancien Président se débrouille bien, le procès qui est annoncé à ce sujet en Afrique du Sud devrait aussi être l'occasion de faire la lumière sur les torts partagés, les juges sud-africains n'ayant pas besoin de cirer les pompes du pouvoir de transition, contrairement à d'autres. En outre, sur le plan philosophique, l'idée d'un procès contre Marc Ravalomanana ne me gêne absolument pas, à condition d'une part, qu'il soit équitable pour tous (y compris pour lui), et d'autre part, que tous ceux qui ont fauté contre la Loi soient également jugés, à commencer par les auteurs de coup d'État et les mutins. D'accord au refus de l'impunité clamé par les hâtifs, mais il ne faut pas que cela soit à sens unique.

« *Le véritable problème est un conflit personnel entre deux hommes (MM. Ravalomanana et Rajoelina) (...). Toute solution en vue de résoudre la crise politique actuelle, et qui privilégierait un camp au détriment de l'autre, ne sera que vain* » ([Balle au centre](#), 26 janvier 2012). Par conséquent, pour que la sortie de crise soit pérenne, il faut un traitement égalitaire entre les deux protagonistes, afin d'éviter de laisser des frustrations en héritage au sein de leurs partisans, ce qui ne ferait que planter les germes de la prochaine crise.

Il n'y a alors que deux possibilités. Soit MM. Ravalomanana et Rajoelina peuvent tous les deux se présenter (solution « et-et »), afin que les électeurs décident enfin, au lieu de laisser les politiciens d'un bord ou de l'autre parler et mentir en leur nom. Ou bien aucun des deux n'est autorisé à se présenter, ou mieux, décident ainsi de leur propre chef. Cette solution baptisée celle du « ni-ni » a un inconvénient majeur : elle ôte aux citoyens anti-coup d'État, ou bien aux partisans de Marc Ravalomanana le droit de s'exprimer sur ce qui s'est passé en 2009. Et

il faudrait avoir une cervelle sur laquelle on a oublié de tirer la chasse d'eau pour considérer qu'être opposé au coup d'État de Rajoelina, c'est automatiquement être pro-Ravalomanana.

Mais cette solution du « ni-ni » a également un avantage majeur, celui de laisser une chance à l'apaisement. Au-delà des *ego* sur-dimensionnés des concernés et de leurs partisans, l'intérêt supérieur de la Nation ne mérite-t-il pas que ces deux s'effacent, si telle est la solution ? Car il ne faut pas être devin pour imaginer l'ambiance d'une campagne électorale les mettant aux prises. Et même, pour aller plus loin, imaginons un instant que Marc Ravalomanana gagne. Comment réagiront tous ces révolutionnaires de pacotille qui avouent que « *la fin justifie les moyens* » tant qu'il s'agit d'écarter Marc Ravalomanana « *de la scène politique malagasy pendant le temps qu'il faudra pour assainir la vie politique et civique à Madagascar, aussi longtemps qu'il le faudra (...). Et cette mise à l'écart, cette mise hors d'état de nuire du Président de la République félon devra se concrétiser réellement, à n'importe quel prix s'il le faut* ». Imaginez un cocktail Molotov ou un mégaphone dans la main de ceux qui éructent et éjaculent précocement de telles insanités : vous comprendrez alors plus facilement ce qui s'est passé le Lundi noir ou le Samedi rouge.

D'ailleurs, pour avoir une bonne appréciation de ce fameux prix que les Che Guevara modernes et autres révolutionnaires de claviers sont prêts à payer (et faire payer aux Malgaches), il suffit de lire les témoignages publiés par le journal le Monde la semaine dernière sur « [les répercussions quotidiennes de la crise politique](#) » à Madagascar.

Un calendrier électoral sous pression.

Le roi Midas, dit-on, avait le pouvoir de changer tout ce qu'il touchait en or. Andry Rajoelina étant loin d'être Midas, il semble que tout ce qu'il touche a tendance à se changer en autre chose de beaucoup moins reluisant. Je me dis donc que le comportement de girouette au gré des vents du Président de la transition (PT) risque encore de perturber le processus. S'il n'avait pas été aussi fantasque, on aurait déjà appliqué depuis longtemps les Accords de Maputo et l'Acte additionnel d'Addis-Abeba, qu'il avait envoyé valser pour des enfantillages. Et la feuille de route électorale publiée par la CENI était loin d'être la première à se voir annoncée depuis que cette Tetezamitatra (Transition à rallonge) existe. La communauté internationale ferait donc bien de veiller à ne pas se laisser piéger par de simples promesses, et ne pas oublier que la culture du pouvoir hâtif est de dire ce que les Nations unies, l'Union européenne, le FMI et la Banque mondiale ont envie d'entendre, et ce dans un but précis : la reconnaissance internationale et l'ouverture des robinets. Par conséquence, la vigilance est de mise.

Le second round de la rencontre de Desroches (prévue finalement le 8 août) donnera de plus amples indications sur la viabilité du plan établi par la CENI, avec l'aide des experts onusiens. Et en particulier, les éventuelles résolutions permettront de voir si le contexte à partir de maintenant permettra l'apaisement requis pour que les élections se tiennent dans des conditions de transparence et d'équité, et que les résultats soient acceptables par tous. Or, comment envisager un apaisement quand « *Les partisans de Rajoelina ne veulent entendre parler que d'arrestation de Ravalomanana [tandis que] les partisans de Ravalomanana exigent que leur leader soit autorisé à rentrer et à se présenter aux élections. Trouver une ligne consensuelle entre de telles positions relève de l'impossible* » ([Balle au centre](#), 26 janvier 2012).

Il semble cependant que le premier round de Desroches ait quand même permis une certaine détente entre les deux protagonistes, alors que celle-ci n'existait pas dans les années précédentes. Le suivi des directives de la SADC en matière de discrétion a également contribué à maintenir cette ambiance constructive. N'eût été l'épisode imbécile de l'expulsion de Lalao Ravalomanana et de sa bru, on aurait pu penser que le régime hâtif était de bonne foi dans ses déclarations en faveur de l'apaisement. Malheureusement, les chiens ne font pas de chats, ce qui explique ce genre de décision et la violence utilisée pour l'appliquer : que pouvait-on attendre d'autre du PT et de sa clique ? Toutefois, malgré cette anecdote, Jacob Zuma et James Michel semblent plus ou moins encore tenir la barre dans la bonne direction.

La question est donc ce qui va se passer après, pour gérer les partisans d'un côté ou de l'autre. Car, qui dit accord dit consensus, et qui dit consensus dit concessions. Et même si les deux protagonistes sont prêts à les faire, comment pourront-ils les faire admettre à leurs partisans sans créer de vagues ? Une fois encore, nous reposons le problème crucial de la « winning coalition » générée par le coup d'État de 2009 : l'apaisement passe par la gestion de celle-ci et sa neutralisation. « *Dans un régime démocratique, les élites se soucient de l'opinion des citoyens, qui sont à terme des électeurs, et se sentent donc redevables vis-à-vis d'eux. Dans une autocratie telle*

que Madagascar, les élites ne se sentent redevables que vis-à-vis de la winning coalition qui rassemble les piliers de leur maintien au pouvoir : l'armée, les faiseurs d'opinion, et les réseaux économiques qui se partagent les ressources de façon licite ou non. (...) L'expérience montre que les acteurs de la crise n'ont pas beaucoup de considération pour la catastrophe socio-économique. (...). Les contraintes sont cependant au nombre de deux : la winning coalition n'a pas une mentalité prête à s'effacer, ayant encore envie de participer au festin ; et l'armée est trop divisée pour soutenir ce schéma. Par conséquent, si la situation idéale est difficile, faudra-t-il se contenter du pire ? » ([Balle au centre](#), 26 janvier 2012).

Les cadavres des textes signés il y a pratiquement trois ans, jour pour jour, dans la Capitale mozambicaine, suivis par celui signé dans la Capitale Ethiopienne, se rappelleront au bon souvenir de tous. Si un accord viable et fiable devait enfin voir le jour à Desroches, il lui faudra résoudre dans la lettre et dans l'esprit un nœud gordien à trois dimensions. *Primo*, amener les deux hommes à s'entendre sur l'essentiel pour le peuple malgache, malgré leur *ego* incommensurables et les intérêts politiques et économiques en jeu. *Secundo*, sécuriser les accords qui seraient signés à Desroches. L'expérience des trois ans passés montre qu'Andry Rajoelina n'est pas un homme de parole, mais je ne suis pas sûr que Marc Ravalomanana en soit un. En outre, Rajoelina est-il capable d'entraîner sa clique et ses partisans à accepter de construire la paix, ou bien n'est-il capable de les entraîner que pour détruire les maigres acquis d'un pays comme en 2009 ? *Tertio*, quel poids aura la médiation de Desroches quand on connaît, d'une part, les intérêts économiques de certains proches de Rajoelina qui sont en jeu en cas de réconciliation, et d'autre part, le jeu trouble de certaines grandes puissances, à commencer par la France, celle qui a soustrait Rajoelina aux forces de sécurité de Ravalomanana au nom de sa prétendue neutralité ?

Pour sortir de cette crise, faute d'avoir accès à la solution idéale, il faudra alors opter pour la moins pire des solutions. En partant de mon point de vue de légaliste de principe, anti-coup d'État sans être pro-Ravalomanana, la solution du « ni-ni » est celle qui paraît donner le plus de protection contre un embrasement. Elle avait d'ailleurs déjà été évoquée dans mes propositions de sortie de crise dès janvier 2012 : « une convention qui (1) concentrerait le pouvoir exécutif et le pouvoir de représenter le pays entre les mains du Premier ministre Beriziky, (2) inclurait un engagement officiel des quatre chefs de mouvance à ne pas se présenter aux prochaines élections, (3) permettrait au PM de monter un gouvernement de techniciens qui aura pour charge de préparer des élections propres, et (4) garantirait l'indépendance de la Justice » ([Balle au centre](#)).

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/A-defaut-de-l-ideal-prendre-la,17785.html>